
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 19

Bill No. 19

Loi des agents de voyages

Travel Agents Act

Première lecture

First reading

M. SIMARD

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



Projet de loi n° 19

Loi des agents de voyages

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- a) « permis »: un permis délivré en vertu de la présente loi;
- b) « règlement »: un règlement adopté en vertu de la présente loi;
- c) « transporteur »: toute personne ou entreprise exerçant le commerce de transport de voyageurs;
- d) « ministre »: le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.

2. Une personne agit comme agent de voyages lorsqu'elle exerce une activité commerciale à l'occasion de laquelle elle accomplit, offre ou tente d'accomplir pour le compte d'autrui l'une des opérations ci-après énumérées:

- a) réservation de moyens d'hébergement et délivrance de titres d'hébergement, sauf par un hôtelier et, sauf par un transporteur, location de places dans les moyens de transport ou délivrance de titres de transport;
- b) organisation de voyages individuels ou en groupe soit à forfait, soit à la commission, ou vente et fourniture de titres correspondants.

Bill No. 19

Travel Agents Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS AND APPLICATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following words mean:

- (a) "licence": a licence issued under this act;
- (b) "regulation": a regulation made under this act;
- (c) "carrier": any person or undertaking carrying on the business of passenger transport;
- (d) "Minister": the Minister of Tourism, Fish and Game.

2. A person acts as travel agent when he carries on a commercial activity in which he performs or offers or attempts to perform on account of others any operation in the following list:

- (a) the reservation of lodging accommodations and the issue of lodging vouchers, except by a hotel-keeper, and the booking, except by a carrier, of passage on any means of transport or the issue of passenger tickets;
- (b) the organization of individual or group travel by contract or for a commission, or the sale and provision of tickets and vouchers for such travel.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet prévoit que nul ne pourra exercer les fonctions d'agent de voyages, agir à titre d'agent de voyages ni donner lieu de croire qu'il est agent de voyages sans être détenteur d'un permis délivré par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche. L'employé d'un agent de voyages n'aura pas besoin de permis, sauf s'il agit pour son compte personnel; il devra être en mesure de s'identifier comme employé d'un agent de voyages.

Tout permis ne sera délivré qu'à une personne physique; cette personne devra répondre aux exigences de la loi et des règlements. Aucun permis ne sera accordé à une personne ayant fait faillite au cours des cinq années précédentes ou ayant déjà été condamné pour escroquerie, pour faux ou pour opération frauduleuse en matière de contrat ou de commerce.

EXPLANATORY NOTES

This bill provides that no one may exercise the functions of travel agent, act as such or represent that he is a travel agent without holding a licence issued by the Minister of Tourism, Fish and Game. The employee of a travel agent will not need a licence unless he acts on his own account; he must be able to identify himself as the employee of a travel agent.

A licence may be issued only to a physical person; that person must comply with the requirements of the act and the regulations. No licence will be granted to a person who has become bankrupt during the previous five years or who has been convicted of fraud, forgery or fraudulent operations in matters of business or contracts.

Toute association, société ou corporation qui accomplit, pour le compte de ses membres, l'une des opérations mentionnées aux paragraphes *a* et *b* est également un agent de voyages pour les fins de la présente loi.

3. La présente loi ne s'applique pas à un pourvoyeur au sens de la section XII de la Loi de la conservation de la faune (1969, chapitre 58).

SECTION II

PERMIS

4. Nul ne peut exercer les fonctions d'agent de voyages, agir à titre d'agent de voyages ni donner lieu de croire qu'il est agent de voyages s'il ne détient un permis en vigueur à cette fin ou, dans le cas d'une association, société ou corporation, si un permis n'est détenu pour son bénéfice par une autre personne.

Si une entreprise est à succursales multiples, un permis doit être détenu pour l'exploitation de chaque succursale.

5. L'employé dont l'employeur est détenteur d'un permis peut effectuer les opérations d'un agent de voyages sans lui-même détenir un permis, pourvu que ces opérations soient accomplies pour le compte de l'employeur et non pour le compte personnel de l'employé.

Un tel employé, s'il agit ailleurs qu'à l'établissement de son employeur, doit être en mesure de s'identifier comme tel, sur demande.

6. Tout permis est délivré au nom d'une personne physique, pour son compte ou pour le bénéfice d'une association, société ou corporation.

Cette personne, si elle agit pour son propre compte, doit être majeure et résider au Québec, ou l'association, société ou corporation pour le bénéfice de laquelle elle demande le permis doit avoir une place d'affaires au Québec.

7. Une même personne ne peut détenir plus d'un permis.

Every association, partnership or corporation performing, on account of its members, any operation mentioned in subparagraphs *a* and *b* is also a travel agent for the purposes of this act.

3. This act does not apply to an outfitter within the meaning of Division XII of the Wild-life Conservation Act (1969, chapter 58).

DIVISION II

LICENCES

4. No person shall exercise the functions of travel agent, act as travel agent or represent that he is a travel agent unless he holds a licence in force for such purpose or, in the case of an association, partnership or corporation, unless another person holds a licence on its behalf.

If an undertaking has several branch offices, a licence must be held for the operation of each branch.

5. The employee of a licensed employer may perform operations proper to a travel agent without holding a licence himself, provided he so acts on account of the employer and not on his own account.

If such employee acts elsewhere than at the establishment of his employer, he must be able to identify himself as such on demand.

6. Every licence shall be issued in the name of a physical person, on his account or for the benefit of an association, partnership or corporation.

Such person, if he acts on his own account, must be of full age and reside in the province of Québec, or the association, partnership or corporation on whose behalf he applies for the licence must have a place of business in the Province.

7. One person shall not hold more than one licence.

8. Toute personne qui sollicite un permis pour le compte d'une association, société ou corporation doit être autorisée par écrit, faire la preuve de son mandat et avoir comme principale activité celle d'exercer des fonctions de direction au sein de l'association, société ou corporation pour le bénéfice de laquelle elle demande le permis.

[[**9.** Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande au ministre dans la forme prescrite par les règlements, accompagnée des documents et du paiement des droits prévus par les règlements.]]

10. Aucun permis ne peut être accordé si le requérant ou la corporation, l'association ou la société pour le bénéfice de laquelle le permis est demandé a fait faillite au cours des cinq années précédentes, ou a été condamnée pour escroquerie, pour faux, ou pour opération frauduleuse en matière de contrat ou de commerce.

11. Le ministre délivre le permis si le requérant et, le cas échéant, si la corporation, association ou société pour le bénéfice de laquelle il agit remplissent les conditions prescrites par la présente loi et par les règlements.

Le ministre peut, à l'égard d'une demande, faire toute enquête qu'il estime nécessaire.

SECTION III

SUSPENSION, ANNULATION, REFUS DE RENOUVELLEMENT DU PERMIS; APPELS

12. Le ministre peut suspendre, annuler ou refuser de renouveler le permis de tout détenteur qui:

- (a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;
- (b) ne renplit plus les conditions requises pour obtenir son permis.

13. Le ministre doit, avant de prononcer l'annulation, la suspension ou le refus de renouvellement d'un permis, donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Il doit aussi notifier par écrit sa

8. Every person applying for a licence on account of an association, partnership or corporation must be authorized in writing, show proof of his mandate and have as principal activity, the exercise of duties of management within the association, partnership or corporation on whose behalf he applies for the licence.

[[**9.** Every person who applies for a licence must send his application to the Minister in the form prescribed by the regulations, together with the documents and the payment of the duties prescribed by the regulations.]]

10. No licence shall be granted if the applicant or the corporation, association or partnership for whose benefit the licence is applied for has become bankrupt in the course of the five preceding years or has been found guilty of fraud, forgery or fraudulent operations in matters of contract or trade.

11. The Minister shall issue the licence if the applicant and, where such is the case, if the corporation, association or partnership for whose benefit he acts fulfils the conditions prescribed by this act and the regulations.

The Minister may, in respect of any application, have any inquiry made which he believes necessary.

DIVISION III

SUSPENSION, CANCELLATION OR REFUSAL OF RENEWAL OF LICENCES; APPEALS

12. The Minister may suspend, cancel or refuse to renew the licence of any licensee who;

- (a) is guilty of an offence against this act or the regulations;
- (b) no longer fulfils the conditions required for obtaining his licence.

13. The Minister shall, before cancelling, suspending or refusing to renew a licence, give the licensee an opportunity to be heard. He shall also give notice of his decision in writing, with the reasons on

décision, en la motivant, à la personne dont il suspend, annule ou ne renouvelle pas le permis.

14. Tout détenteur dont le permis est annulé, suspendu ou non renouvelé, doit remettre à un fiduciaire désigné par le ministre tous documents, livres et autres effets nécessaires à la liquidation ou à la continuation des affaires en cours de l'agent de voyages.

15. Toute banque à charte du Canada ou autres institutions autorisées par la loi à recevoir des dépôts, dépositaires d'un compte en fidéicommis d'un détenteur dont le permis a été annulé, suspendu ou non renouvelé, ne peut, après avis servi à cet effet par le fiduciaire visé à l'article 14, effectuer aucun retrait ou paiement sur ledit compte en fidéicommis, sauf avec l'autorisation écrite du fiduciaire.

16. Les frais d'administration du fiduciaire incombent à l'agent de voyages et le compte du fiduciaire, dûment approuvé par le ministre, est payable immédiatement par l'agent de voyages et à défaut, payé à même le cautionnement.

17. Toute personne dont le permis est suspendu ou annulé ou n'est pas renouvelé peut interjeter appel de la décision du ministre devant trois juges de la Cour provinciale du district où cette personne a sa résidence ou son siège social, suivant le cas,

a) si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

18. L'appel est interjeté par requête signifiée au ministre. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où est domicilié le requérant dans les quatre-vingt-dix jours de la réception par le requérant de la décision du ministre.

19. Dans le mois qui suit la réception de l'avis d'appel, le ministre transmet au

which it is based, to any person whose licence he cancels, suspends or refuses to renew.

14. Any licensee whose licence is cancelled, suspended or not renewed must remit to a trustee designated by the Minister all the documents, books and other effects necessary for the winding-up or the continuation of the current business of the travel agent.

15. No chartered bank of Canada or other institution authorized by law to receive deposits that is the depository of a trust account of a licensee whose licence has been cancelled, suspended or not renewed, shall, after notice served to that effect by the trustee contemplated in section 14, effect any withdrawal or payment on the said trust account, except with the written authorization of the trustee.

16. The administrative expenses of the trustee shall fall on the travel agent and the trustee's account, duly approved by the Minister, shall be payable immediately by the travel agent and failing such payment, paid out of the security.

17. Any person whose licence is suspended, cancelled or not renewed may appeal from the Minister's decision to three judges of the Provincial Court of the district in which this person has his residence, or corporate seat as the case may be,

(a) if the reasons of fact or law invoked in support of the decision are clearly erroneous;

(b) if the proceedings are affected by gross irregularity;

(c) if the decision has not been rendered impartially.

18. The appeal shall be brought by a motion served upon the Minister. This motion must be filed in the office of the Provincial Court of the judicial district where the appellant is domiciled within ninety days after he receives the Minister's decision.

19. Within the month following receipt of the notice of appeal, the Minister

greffier de la Cour provinciale le dossier relatif à la décision dont il y a appel.

Le dossier comprend les pièces produites, la transcription des dépositions si elles ont été sténographiées, le procès-verbal de l'audition et la décision du ministre.

L'appel est entendu sur le dossier constitué, sous réserve du droit des juges d'entendre toute preuve additionnelle.

20. Les juges qui entendent et décident l'appel sont investis, aux fins de cet appel, des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

21. L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du ministre à moins que le juge en chef de la Cour provinciale n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence.

22. Sur requête d'une partie signifiée à l'autre, le juge en chef de la Cour provinciale désigne les trois juges qui doivent entendre l'appel et fixe péremptoirement la date d'audition de l'appel entre le soixantième et le quatre-vingt-dixième jour qui suivent la production de la requête en appel au greffe.

23. Les juges doivent, avant de rendre toute décision sur un appel, permettre aux parties de se faire entendre.

24. Les juges peuvent admettre comme preuve une copie ou un extrait d'un document, si l'original n'est pas disponible.

25. Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

Toute partie a le droit d'être assistée d'un avocat.

26. Toute personne qui témoigne devant les juges a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.

shall send the record respecting the decision appealed from to the clerk of the Provincial Court.

The record shall include the documents produced, the transcript of testimony if taken down in shorthand, the minutes of the hearing and the Minister's decision.

The appeal shall be heard on the record as constituted, subject to the judges' right to hear any additional evidence.

20. The judges hearing and deciding the appeal shall have for the purposes of this appeal the powers and immunities of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

21. The appeal shall not suspend the execution of the Minister's decision unless the chief judge of the Provincial Court orders otherwise where the case is urgent.

22. Upon a motion by one party served upon the other, the chief judge of the Provincial Court shall designate the three judges who must hear the appeal and by a peremptory order fix the date for hearing the appeal between the sixtieth and ninetieth days after the motion in appeal is filed in the office.

23. The judges must allow the parties to be heard before rendering any decision on an appeal.

24. The judges may admit in evidence a copy of or an extract from a document if the original is not available.

25. At the proof and hearing, each party may examine the witnesses and present his arguments.

Every party is entitled to an advocate's assistance.

26. Every person testifying before the judges shall have the same privileges and immunities as a witness before the Superior Court and articles 307 to 310 of the Code of Civil Procedure shall apply, *mutatis mutandis*.

27. Les juges ont tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur juridiction et ils peuvent, notamment, rendre toute ordonnance qu'ils estiment propre à sauvegarder les droits des parties.

28. Les juges peuvent confirmer la décision ou l'infirmier; leur décision est sans appel.

S'ils ne sont pas d'accord, la question est résolue par la majorité.

29. Le jugement doit être consigné par écrit et signé par les juges qui l'ont rendu. Il doit contenir, outre le dispositif, les motifs de la décision.

30. Une copie certifiée doit être transmise, par le greffier de la Cour provinciale, par la poste, à chacune des parties.

L'original est conservé au greffe de la Cour provinciale.

SECTION IV

OBLIGATIONS DU DÉTENTEUR DU PERMIS

31. Un agent de voyages doit afficher son permis bien à la vue dans son établissement commercial.

32. Un agent de voyages doit tenir les livres, registres et comptes prescrits par règlement; le ministre peut exiger de lui un rapport de ses activités aux époques et en la manière que le ministre détermine.

33. Un agent de voyages doit déposer dans un compte en fiducie les fonds qu'il perçoit pour le compte d'autrui et se conformer aux conditions prescrites par règlement pour le dépôt et le retrait de ces fonds.

SECTION V

INSPECTION

[[**34.** Pour veiller à l'application de la présente loi, des inspecteurs sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

27. The judges shall have all the powers necessary for the exercise of their jurisdiction and they may in particular make any order they think proper to protect the rights of the parties.

28. The judges may confirm the decision or quash it; their decision shall be without appeal.

If they do not agree, the matter shall be resolved by the majority.

29. The judgment must be in writing and signed by the judges who render it. In addition to the conclusions, it must contain the reasons on which the decision is based.

30. The clerk of the Provincial Court shall mail a certified copy to each party.

The original shall be preserved in the office of the Provincial Court.

DIVISION IV

OBLIGATIONS OF THE LICENSEE

31. A travel agent must display his licence in a conspicuous place in his business establishment.

32. A travel agent must keep the books, registers and accounts prescribed by regulation; the Minister may require him to make a report of his operations at the times and in the manner determined by the Minister.

33. A travel agent must deposit in a trust account the funds he collects on account of other persons and comply with the conditions prescribed by regulation for the deposit and withdrawal of such funds.

DIVISION V

INSPECTION

[[**34.** To see to the application of this act, inspectors shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

35. Tout inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer à toute heure raisonnable, dans le bureau d'un agent de voyages, faire l'examen de ses livres, registres ou comptes et en prendre note ou copie.

Une personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres ou comptes doit en donner communication à l'inspecteur qui en fait la demande et lui en faciliter l'examen.

Un inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le ministre, attestant sa qualité.

SECTION VI

RÈGLEMENTS

36. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements:

a) pour établir des catégories d'agents de voyages;

[[b)] pour déterminer les modalités de la délivrance, du renouvellement et du transfert du permis, les qualités requises d'une personne qui en fait la demande, les conditions qu'elle doit remplir, le cautionnement qu'elle doit fournir et les droits qu'elle doit payer;]]

c) pour établir des normes relatives à toute publicité faite par un détenteur de permis;

d) pour déterminer les professions, métiers, industries, commerces, charges ou fonctions incompatibles avec l'exercice de la fonction d'agent de voyages;

e) pour prescrire les conditions relatives au dépôt et au retrait des fonds qu'un agent de voyages doit déposer dans un compte en fiducie;

f) pour prescrire les livres, registres et comptes qu'un agent de voyages doit tenir;

g) pour prescrire des normes relatives à la protection des clients d'un agent de voyages au cours d'un voyage;

h) pour confier à une corporation formée d'agents de voyages le mandat d'appliquer, en tout ou en partie, aux conditions qu'il détermine, la présente loi et les règlements adoptés en vertu du présent article.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à

35. Every inspector may, in the performance of his duties, enter at any reasonable time the office of a travel agent, examine his books, registers or accounts and take notes or make copy of them.

Every person entrusted with the custody, possession or control of such books, registers or accounts must give communication of them to the inspector requesting it and facilitate his examination of them.

An inspector shall, if so required, exhibit a certificate signed by the Minister, attesting his authority.

DIVISION VI

REGULATIONS

36. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

(a) to establish classes of travel agents;

[[b)] to prescribe the terms and conditions of issue, renewal and transfer of a licence, the qualifications required of a person applying for it, the conditions he must fulfil, the security he must give and the duties he must pay;]]

(c) to prescribe standards respecting any advertising made by a licensee;

(d) to determine what professions, occupations, trades, businesses, charges or functions are inconsistent with the duties of a travel agent;

(e) to prescribe the conditions respecting the deposit and withdrawal of the funds a travel agent must deposit in a trust account;

(f) to prescribe the books, registers and accounts a travel agent must keep;

(g) to prescribe standards respecting the protection of the customers of a travel agent while they are travelling;

(h) to give a corporation composed of travel agents the power to apply, in whole or in part and on the conditions he determines, this act and the regulations made under this section.

The regulations made under this section shall come into force from the date of

compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date qui y est indiquée.

SECTION VII

POURSUITES ET PÉNALITÉS

37. Commet une infraction, toute personne qui:

a) fait une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement de permis;

b) fournit au ministre ou à un inspecteur des renseignements inexacts;

c) entrave ou tente d'entraver, de quelque façon que ce soit, une personne qui fait un acte que la présente loi ou les règlements l'obligent ou l'autorisent à faire;

d) contrevient à la présente loi ou aux règlements.

38. Lorsqu'une corporation, association ou société commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout fonctionnaire, administrateur, associé, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la corporation, l'association ou la société, que celle-ci ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

39. Toute personne trouvée coupable d'une infraction à l'article 4 est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction.

40. Toute personne trouvée coupable d'une autre infraction à la présente loi ou aux règlements est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au moins \$250 et d'au plus \$500 pour chaque infraction et d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000 pour chaque récidive dans les deux ans.

their publication in the *Québec Official Gazette* or on any other date fixed therein.

DIVISION VII

PROCEEDINGS AND PENALTIES

37. Every person is guilty of an offence who:

(a) makes a false declaration in an application for a licence or for the renewal of a licence;

(b) supplies the Minister or an inspector with inaccurate information;

(c) hinders or attempts to hinder in any way a person acting as required or permitted by this act or the regulations;

(d) infringes this act or the regulations.

38. When a corporation, association or partnership is guilty of an offence against this act or a regulation, every officer, director, partner, employee or agent of such corporation who prescribed or authorized the commission of the offence or consented to or acquiesced or participated in it, is deemed a party to the offence and is liable to the same penalty as that provided for the corporation, association or partnership whether or not the latter has been prosecuted or convicted.

39. Every person found guilty of an offence against section 4 is liable, on summary proceedings, in addition to the costs, to a fine of not less than \$500 nor more than \$1,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

40. Every person found guilty of any other offence against this act or the regulations is liable, on summary proceedings, in addition to the costs, to a fine of not less than \$250 nor more than \$500 for each offence and a fine of not less than \$500 nor more than \$1,000 for each subsequent offence within two years.

41. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou, avec son autorisation, par toute autre personne.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) s'applique à ces poursuites.

SECTION VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

[[**42.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1974/1975, à même le fonds consolidé du revenu et pour les exercices subséquents, à même les sommes accordées annuellement à cette fin par la Législature.]]

43. Toute personne qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, exerce les fonctions d'agent de voyages telles que définies à l'article 2 doit se conformer à la présente loi dans les trois mois qui suivent la date de son entrée en vigueur.

44. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

41. Proceedings under this act shall be taken by the Attorney-General or, with his authorization, by any other person.

Part II of the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) applies to such proceedings.

DIVISION VIII

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

[[**42.** The sums required for the application of this act shall be taken, for the 1974/1975 fiscal year, out of the consolidated revenue fund and for subsequent fiscal years out of the moneys granted for that purpose by the Legislature.]]

43. Every person exercising the functions of travel agent as defined in section 2 at the coming into force of this act shall comply with this act within three months of such coming into force.

44. This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.